

Audiences publiques sur le parachèvement de l'autoroute 19

## **Tout sauf une priorité, en période de compression budgétaire!**

**Laval, lundi 22 septembre 2014** – TRANSIT, l'Alliance pour le financement des transports collectifs, présente à Laval pour le début des audiences du Bureau des audiences publiques sur l'environnement sur le projet de parachèvement de l'autoroute 19, constate la complète impertinence d'envisager un tel projet de 600 millions de dollars dans le contexte actuel des priorités en matière de mobilité dans la région métropolitaine et des finances publiques.

« En période de ressources financières limitées, TRANSIT rappelle à nouveau l'ordre des priorités en matière d'investissements publics et d'infrastructures en transport. D'abord, il faut remettre à niveau les actifs existants, routes et transports collectifs, puis investir les sommes nécessaires dans les projets prioritaires de transports collectifs et actifs, qui vont diminuer la congestion routière en cette période de grands travaux routiers », explique Florence Junca-Adenot, professeur à l'UQAM et directrice du Forum Urba2015.

TRANSIT rappelle que tant le plan stratégique 2013-15 du ministère des Transports, la *Loi favorisant le Maintien et le renouvellement des infrastructures publiques*, la *Loi sur les infrastructures publiques (chapitre I-8.3)* ainsi que le rapport 2012 du Vérificateur général du Québec (chapitre 4, Déficit d'entretien des infrastructures publiques) soutiennent cet ordre de priorités.

Selon Coralie Deny, directrice générale du Conseil régional de l'environnement de Montréal, « il serait totalement incohérent et inconséquent de la part du gouvernement d'aller de l'avant avec ce projet. D'une part, Québec répète sans cesse qu'il faut réduire les dépenses, mais veut dépenser plus de 500 millions pour un agrandissement d'autoroute. D'autre part, il reconnaît qu'il faut réduire la congestion dans la région métropolitaine, mais il est prêt à ajouter massivement des voitures sur la rue Papineau à Montréal. »

Pour François Pepin, président de Transport 2000 Québec, « alors qu'aucune desserte structurante en transport collectif n'est planifiée avec le projet, on ne voit pas, du point de vue des usagers du transport collectif, comment cet investissement se justifie et serait cohérent dans le contexte métropolitain actuel ».

Karel Mayrand, directeur de la Fondation David Suzuki pour le Québec, considère « qu'il est ridicule, dans l'état des finances publiques, de se donner collectivement comme priorité de poursuivre le développement du réseau routier alors que l'on coupe dans les écoles! ».

L'Alliance invite la population à participer en grand nombre aux audiences du BAPE et à faire des choix éclairés dans le contexte actuel des finances publiques.

Depuis sa création en août 2011, TRANSIT a fait état de plusieurs recommandations pour pallier la crise des transports et aider le gouvernement et les organisations de transports collectifs à atteindre leurs objectifs d'achalandage d'ici 2020, dont le rééquilibrage des investissements en transports (30% aux transports collectifs), multiplier par cinq le financement du développement de l'offre de service en transport collectif via le Fonds vert et l'utilisation du Fonds Chantiers Canada pour financer les projets de transports collectifs au Québec. Pour devenir membre, pour consulter la liste des organismes membres et lire les publications : [www.transitquebec.org](http://www.transitquebec.org).

**Renseignements :**

Philippe Cousineau-Morin

514.799.1906

info@transitquebec.org